

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

N°ST 2023_357

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 03 octobre 2023 par laquelle l'association MISSION LOCAL JEUNES, 9 rue du Colombier 38160 SAINT-MARCELLIN, représentée par Monsieur Jacky SOMVEILLE, demande l'autorisation d'installer deux stands d'information sur la mobilité internationale, dans le cadre d'un événement organisé par la Mission locale jeunes et le Service Info Jeunes, au droit du portail du Lycée sis 1 avenue de la Saulaie,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de la Voirie routière,

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre la bonne organisation de l'événement faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières : L'installation de deux (2) stands (chacun de 3 m x 3 m) est autorisée sur l'espace piétonnier sis au droit du portail du lycée sis 1 avenue de la Saulaie de 10 h 00 à 16 h 00 le vendredi 13 octobre 2023.

Article 3 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 4 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 03 octobre 2023,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de service Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY**

